

Sommaire

EDITO :
L'antifascisme,
plus que jamais
nécessaire
(Motion du Bureau
National de l'union
syndicale Solidaires du 5
mars 2026)

**P2-3 : Mairies Brunes,
Sud CT et Sud
Éducation ne lâchent
rien !**

**P4-5 : Fascisme et
grand capital :
Capgemini collabore
avec l'ICE pour
traquer les
migrant·es**

**P6 : RATP - Face au
racisme et aux
discriminations :
Briser le silence !**

**P7 : À lire, écouter,
regarder**

**P8 : Formations à
venir**

L'ANTIFASCISME

Plus que jamais nécessaire !

Depuis sa création, Solidaires se bat contre les idées d'extrême droite, contre le fascisme et tou·tes celles ou ceux qui érigent en étendard la haine de l'autre, des immigré·es, des musulman·es, des juifs/juives, des personnes LGBTIQA+, des femmes, des personnes en situation de handicap.

Solidaires se bat contre celles et ceux qui prônent un pouvoir sans limite où l'autoritarisme serait la norme, la justice sociale une façade, et les libertés des exceptions. Combattre l'extrême droite est pour Solidaires une évidence.

Par essence le syndicalisme est à l'inverse de l'extrême droite. Se battre pour les services publics, pour le droit des travailleur·euses, lutter contre toutes les oppressions et discriminations au travail, mettre en œuvre notre solidarité internationale, c'est lutter contre l'extrême droite. C'est l'organisation de la solidarité entre toutes et tous les salarié·es.

L'extrême droite est la pire ennemie des travailleurs et des travailleuses. Elle sème la division, la haine, pointe des boucs émissaires et dans le même temps vote contre l'augmentation du SMIC et se range systématiquement du côté du patronat. C'est pourquoi, à chaque élection, nous appelons à ce que pas une voix du monde du travail ne se porte vers l'extrême droite.

Solidaires dénonce l'instrumentalisation de la mort du militant d'extrême droite Q. Deranque. Cette instrumentalisation a pour objectif et effet de dérouler le tapis rouge à l'extrême droite dans une terrible inversion des valeurs.

Pour Solidaires, c'est un basculement grave auquel nous assistons. Une inversion des valeurs fautive et qui nous donne le devoir de résister encore plus, nous syndicats, comme chaque organisation du mouvement social.

Nous résisterons pied à pied, et serons à l'offensive avec tou·tes celles et ceux qui partagent nos valeurs, l'impératif d'égalité, de liberté, de justice sociale, et de solidarité.

Nous continuerons à nous engager sur nos lieux de travail par notre syndicalisme au quotidien, en développant notre campagne contre l'extrême droite, et dans la construction d'initiatives les plus unitaires possible.

Nous réaffirmons que nous refusons la criminalisation de l'antifascisme : il est plus que jamais nécessaire.

**UNE MINUTE DE SILENCE
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE
POUR QUENTIN DERANQUE**



Face aux mairies brunes, RIPOSTES SYNDICALES !

Si les résultats des élections municipales des 15 et 22 mars n'ont pas permis de voir le RN s'emparer de grandes villes, et notamment Toulon et Nîmes qui étaient des objectifs annoncés, plus de 70 communes seront désormais gérées par l'extrême droite. Cela impactera directement la vie des personnes les plus fragiles, les personnes racisées, les minorités de genre et plus globalement les habitant·es des quartiers populaires. Les agent·es publics et salarié·es des municipalités, les personnels et les élèves des écoles primaires publiques seront également en première lignes face aux politiques antisociales de l'extrême droite.

Deux fédérations directement impactées par les résultats de ces élections, Sud Collectivité Territoriales et Sud Éducation, réaffirment la nécessité de continuer le combat syndical et donc antifasciste..

Motion adoptée le 27 mars 2026 par la Fédération SUD Collectivités Territoriales réunie en congrès

ANTIFASCISTES TANT QU'IL LE FAUDRA !

La progression de l'extrême droite lors des élections municipales ne tombe pas du ciel, elle est notamment le produit direct des politiques antisociales menées au service des plus riches, qui organisent la précarité, détruisent les services publics et fracturent la société et le monde du travail. Elle est également le fruit du racisme, de la xénophobie et de notre histoire coloniale. Les résultats du 1er tour en sont une illustration concrète.

Dans ses implantations de longue date, comme à Hénin-Beaumont, Fréjus, Beaucaire, Béziers, Moissac..., l'extrême droite consolide son pouvoir dès le 1er tour avec des scores dépassant parfois les 70%, traduisant un ancrage durable et une normalisation politique.

Dans le Sud-Est, elle était en situation de conquérir ou de partager le pouvoir dans de grandes villes : de Toulon à Nice, en passant par Marseille, ou Carpentras. Les alliances avec une partie de la droite accélèrent cette dynamique, en légitimant ses idées et en brouillant les repères politiques.

À l'arrivée ce sont près de 30 communes qui ont élu un·e maire d'extrême droite dès le premier tour. Et une quarantaine de plus au deuxième tour. Le RN renforce de manière inédite sa position dans les zones où il était déjà bien implanté, notamment le pourtour méditerranéen et le Nord au sens large.

Même si on est loin du raz de marée annoncé, la progression est sans précédent et elle n'augure rien de bon pour les années à venir et les échéances électorales de 2027.

Les gouvernements successifs et Macron, mais aussi les responsables politiques des partis dits « traditionnels », en portent la responsabilité, en affaiblissant les solidarités collectives, en mettant en œuvre des politiques toujours plus sécuritaires et austéritaires et en désignant des boucs émissaires, ils nourrissent le terreau

sur lequel prospère l'extrême droite. **De plus, la grande bourgeoisie, le patronat et leurs relais médiatiques font désormais le choix assumé de s'appuyer sur elle pour maintenir les acquis de leur camp.** Voire, la confiance aidant, pour en conquérir de nouveaux.

L'affaire de la mort du militant néo-nazi à Lyon rappelle que l'extrême droite n'est pas seulement une force électorale : c'est un mouvement structuré, qui recourt très régulièrement à la violence physique et politique.

Ces actes s'inscrivent dans un climat de banalisation de l'extrême droite et de ses idées, entretenu par certains responsables politiques et médiatiques, qui inversent les responsabilités et criminalisent notre camp social. Le paroxysme en étant l'affirmation selon laquelle « les nouveaux fascistes ce sont les antifas... ».

Cela ouvre la voie à des politiques locales autoritaires, antisociales et discriminatoires, directement dirigées contre les services publics et les populations les plus précaires et particulièrement les femmes racisées, mais aussi contre les agent·e·s territoriaux.

Dans les collectivités où elle est au pouvoir, l'extrême droite mène une politique brutale : remise en cause des droits des agent·e·s, répression syndicale, mise au pas des services, attaques contre la culture et les solidarités, discriminations systématiques. **Elle impose un climat de peur, d'autoritarisme, de répression et de division incompatible avec les valeurs que nous portons.**

Nous, Fédération SUD Collectivités Territoriales, réaffirmons que l'antifascisme est indissociable de notre projet syndical. Il ne s'agit pas d'une posture mais d'un engagement concret, quotidien, pour défendre les droits des travailleurs et travailleuses, nos libertés publiques et l'égalité de traitement pour toutes et tous.

Face à l'extrême droite, il ne peut y avoir ni neutralité ni compromis.

Nous, Fédération SUD Collectivités Territoriales, réaffirmons notre engagement dans un syndicalisme de lutte, antifasciste, antiraciste et émancipateur.

Nous appelons :

- À ne donner aucune voix à l'extrême droite lors de toutes les échéances électorales à venir ;
- À combattre l'extrême droite dans les services, les collectivités et les espaces publics ;
- À s'attaquer à ses causes profondes : les inégalités, l'exploitation et les politiques au service des plus riches.
- À soutenir les agent·e·s, militant·e·s et structures

visées par des attaques ou des violences d'extrême droite ;

- À renforcer l'implantation syndicale et les solidarités concrètes dans les lieux de travail ;
- À développer les mobilisations contre les politiques antisociales qui nourrissent sa progression ;
- À contribuer à l'organisation d'un front large et unitaire ayant pour objectif principal de lutter contre l'extrême droite et ses idées, de manière concrète et offensive.

C'est par nos luttes, nos mobilisations et notre capacité à construire un rapport de force que nous pourrions inverser la tendance.

**On ne baissera pas les bras !
Antifascistes tant qu'il le faudra !**

**MAIRIES
BRUNES**

Communiqué fédéral de Sud Éducation du 27 mars 2026

Face aux maires d'extrême droite : ni résignation, ni immobilisme

Les résultats des élections municipales sont malheureusement marqués par le renforcement de l'ancrage local de la droite et de l'extrême droite. La campagne qui les a précédés a été émaillée de la diabolisation de tout un camp politique défenseur de valeurs antifascistes et de luttes contre toutes formes d'oppression. Cette nouvelle réalité politique représente un danger pour notre camp social, pour toutes les personnes précarisées et minorisées, pour les syndicalistes et bien sûr pour le service public de l'éducation.

Ces six prochaines années, une soixantaine de mairies seront gérées par l'extrême droite notamment dans le nord, à l'est ou dans le sud-est de l'hexagone et notamment à Nice, cinquième plus grande ville du pays. Le RN fait son entrée dans des centaines de Conseils municipaux. Dans les communes, les écoles et les enfants seront en première ligne face au projet raciste et de tri social de l'extrême droite.

L'expérience de l'extrême droite à Béziers, Orange, Perpignan ou Hénin-Beaumont ne peut que nous alerter. Nous savons que les mairies gagnées par la vague brune discriminent les enfants et notamment les enfants racisés en supprimant les repas végétariens dans les cantines, qu'elles réduisent les subventions aux associations qui portent des projets émancipateurs, qu'elles s'attaquent aux populations les plus précaires en augmentant les prix des transports et des cantines. N'oublions pas également que les élu·es municipaux·ales issu·es de l'extrême droite répriment les militant·es syndicalistes comme à Hénin-Beaumont et Béziers.

De plus, ne nous y trompons pas, chaque commune gagnée par le Rassemblement national ou ses alliés marque un pas de plus vers la possibilité de son arrivée

au pouvoir. Cela s'illustrera par des attaques systématiques contre nos conquises sociales et contre les minorités. Face à ce projet réactionnaire, nous devons continuer à nous mobiliser dans nos territoires pour défendre un projet émancipateur et faire reculer ses idées.

Malgré tout, ces élections montrent également que les forces du progrès social peuvent se mobiliser pour résister dans un certain nombre de territoires. Cela doit nous enseigner que l'accession de l'extrême droite au pouvoir n'a rien d'inéluctable si notre camp social se montre uni.

A quelques mois des élections professionnelles, à un an de l'élection présidentielle et de potentielles élections législatives, plus que jamais, c'est le moment pour les personnels de se syndiquer en masse pour défendre les droits des personnels, les libertés publiques et le service public d'éducation. Partout où le syndicalisme progresse, les idées d'extrême droite reculent. Il n'y a aucune résignation à SUD éducation, notre combativité reste pleine et entière.



Capgemini : Non à la collaboration avec la politique raciste de l'ICE

SUD INDUSTRIE - CAPGEMINI

Solidaires, Unitaires, Démocratiques

⚠ ALERTE ÉTHIQUE - AGISSONS ENSEMBLE ⚠

CAPGEMINI TRAQUE DES MIGRANTS POUR 365 MILLIONS DE DOLLARS !

Cadres, ingénieurs, techniciens, employés : tous concernés !

📧 Collègues,

Une enquête de France Info révèle un scandale éthique majeur :

NOTRE ENTREPRISE COLLABORE AVEC L'ICE, LA POLICE ANTI-IMMIGRATION DE TRUMP, POUR LOCALISER ET EXPULSER DES MIGRANTS.

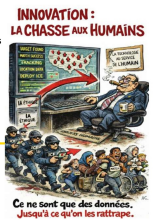


💰 LES FAITS ACCABLANTS

- **CONTRAT DE 365 MILLIONS DE DOLLARS**
pour "identifier et localiser des étrangers" aux États-Unis
- **SYSTÈME DE BONUS SCANDALEUX :**
Plus Capgemini localise de migrants, plus elle empoche d'argent.
La chasse à l'humain devient une source de profit !
- **ÉCRIT SUR LEUR SITE (avant suppression) :**
"Capgemini travaille étroitement pour aider à réduire les délais et les coûts dans l'expulsion de tous les étrangers illégaux"
- **DISSIMULATION TOTALE :**
Après révélation, l'article a été EFFACÉ du site
- **DÉNI DE LA DIRECTION :**
La direction prétend "ignorer le détail des contrats de sa propre filiale" et REFUSE DE S'EXPLIQUER

⚠ POURQUOI C'EST INADMISSIBLE

- NOS COMPÉTENCES sont utilisées pour TRAQUER des êtres humains
- NOTRE TRAVAIL sert à séparer des familles et expulser des migrants
- L'entreprise PROFITE FINANCIÈREMENT de la chasse aux migrants
- La direction nous MENT et DISSIMULE ses activités scandaleuses
- AUCUNE CONSULTATION des salariés sur ces contrats inacceptables



⚡ NOS EXIGENCES IMMÉDIATES

1. TRANSPARENCE TOTALE sur TOUS les contrats avec l'ICE
2. EXPLICATION PUBLIQUE de la direction sur ces collaborations
3. RUPTURE IMMÉDIATE des contrats avec l'ICE
4. CHARTE ÉTHIQUE CONTRAIGNANTE avec droit de veto des représentants du personnel
5. GARANTIES que nos compétences ne seront plus utilisées contre les droits humains

🗨 ULTIMATUM : 10 JOURS POUR RÉPONDRE

SANS RÉPONSE SATISFAISANTE :

- ▶ MOBILISATION GÉNÉRALE DEVANT TOUS LES SITES CAPGEMINI
- ▶ CAMPAGNE MÉDIATIQUE D'AMPLEUR
- ▶ INTERPELLATION DES CLIENTS ET ACTIONNAIRES

NOUS SOMMES DES INGÉNIEURS,
PAS DES CHASSEURS DE MIGRANTS !
NOS COMPÉTENCES DOIVENT SERVIR L'HUMANITÉ,
PAS LA TRAQUER POUR DU PROFIT !



On apprend ainsi dans la presse que Capgemini gère notamment un « standard téléphonique destiné aux victimes de crimes commis par des étrangers », que sa filiale américaine a également récemment remporté plusieurs contrats pour près de 400 millions de dollars portant notamment sur des services d'« enquête et de vérification des antécédents personnels » ou de skip tracking permettant de localiser des personnes diparues. Contrat prévoyant des bonus financiers en fonction « des performances de l'ICE ». Ainsi plus la police raciste de Trump raffle et expulse des migrants, plus la filiale de Capgemini gagne de l'argent !

NO BORDERS NO BORDERS

les frontières tuent

les frontières tuent

Fascisme et grand capital

CAPGEMINI

Courant janvier, l'Observatoire des multinationales révélait que Capgemini collaborait avec le tristement célèbre ICE (United States Immigration and Customs Enforcement, Service d'immigration et des douanes), bras armé de la politique raciste de Trump. La technologie du groupe français, par l'intermédiaire de sa filiale Capgemini Government Solutions (CGS), permet en effet la localisation des migrant·es. Si la collaboration, au double sens du terme, n'est plus aujourd'hui assumée par la direction, il y a quelques semaines encore celle-ci était fièrement affichée sur le site du groupe « Capgemini travaille étroitement pour aider à réduire les délais et les coûts dans l'expulsion de tous les étrangers illégaux des Etats-Unis ». Permettre des rafles à moindre coût, voilà une fierté pour ce fleuron du CAC 40.

À la suite de ces révélations les syndicats CGT et SUD ont notamment interpellé la direction qui a décidé, en hate, de mettre en vente sa filiale. Si le groupe a, pour cette fois, fais machine arrière, il n'en sera sans doute pas toujours de même.

Depuis Daniel Guérin (Fascisme et grand capital, 1936) nous savons que la bourgeoisie « jette par dessus-bord la traditionnelle "démocratie" » quand ses intérêts l'exigent. C'est en renforçant nos syndicats de lutte qu'on pourra exiger des conditions de travail et de vie dignes pour tous et toutes, non seulement ici mais également au-delà des frontières. Seul le contrôle par celles et ceux qui produisent est à même de contrer les appétits insouvenables des capitalistes et leur politique guerrière, raciste et coloniale.



Briser le silence : racisme et discriminations au travail à la RATP

Solidaires RATP poursuit son travail de terrain pour lutter au quotidien contre le racisme et les discriminations sur les lieux de travail. Le texte qui suit est issu de la campagne antiraciste menée par les équipes militantes de la RATP.

88 % des victimes de racisme ne disent rien. Pourquoi ce chiffre est-il si lourd ? (*Radio France*, Juin 2024). Pourquoi ce chiffre est-il si lourd ? Souvent en raison de la peur des représailles, du manque de confiance dans les dispositifs existants ou du sentiment que les signalements n'aboutiront pas. En France, l'emploi est d'ailleurs identifié comme le premier domaine où elles sont perçues et vécues. Plus de neuf actifs et actives sur dix estiment qu'il existe des discriminations dans le monde professionnel et 35 % déclarent avoir subi un traitement défavorable au cours des dernières années (*Défenseurs de droits*, décembre 2025).

Dans ce contexte, la RATP ne constitue pas un espace à part. Le racisme ne s'arrête pas par magie au passage du badge le matin. Comme dans d'autres grandes organisations, les situations de racisme ou de discrimination peuvent prendre des formes variées. Elles peuvent s'exprimer à travers des propos déplacés ou stigmatisants dans les équipes, des remarques liées à l'origine ou à la religion. À l'échelle nationale, les données montrent que ces situations ont des effets concrets sur les trajectoires professionnelles. Accès plus difficile à certains postes, carrières ralenties ou encore écarts de rémunération selon l'origine réelle ou supposée.

Au sein de la RATP plusieurs exemples viennent illustrer ces réalités. Des agents évoquent régulièrement des propos racistes ou discriminatoires dans les services. Des signalements ont également été faits concernant certain·es encadrant·es, notamment sur la ligne 14 où un encadrant a été dénoncé pour des propos inadmis-

sibles et n'a fait l'objet d'aucune réaction immédiate. Sur la ligne 9, un agent de maîtrise a également été pointé pour des prises de position publiques sur les réseaux sociaux à caractère sexiste et islamophobe. À ces situations internes s'ajoutent celles liées aux usagers et usagères, avec des insultes ou comportements discriminatoires visant des agent·es en service.

Ces phénomènes s'inscrivent dans une réalité plus large. Les discriminations dans le travail restent fréquentes et concernent une part significative des actifs et actives. Elles affectent non seulement les parcours professionnels mais aussi la qualité de vie au travail. Elles renvoient également à des enjeux plus globaux liés aux conditions de travail, aux pratiques managériales et au climat social.

Au-delà des situations individuelles, ces questions ont des effets collectifs. Elles peuvent fragiliser les équipes, créer des tensions et nuire à la cohésion entre agent·e. Dans des environnements déjà marqués par la pression, les réorganisations ou les contraintes de service public.

Le cadre légal est pourtant clair. Toute discrimination est interdite et

l'employeur a l'obligation de garantir un environnement de travail respectueux et sécurisé. Des dispositifs existent pour signaler les faits et engager des procédures, mais leur efficacité repose largement sur la confiance des agent·es et sur la capacité de l'entreprise à apporter des réponses rapides et adaptées.

Dans ce contexte, la prévention, la formation et la mise en place de procédures claires apparaissent comme des leviers essentiels. Elles constituent également un enjeu central pour le bon fonctionnement du service public, où la qualité du travail collectif et la relation aux usagers sont directement liées aux conditions de travail des agent·es.

Pour Solidaires RATP, ces situations ne peuvent être considérées comme secondaires. Elles s'inscrivent dans des logiques plus larges qui opposent les travailleurs entre eux. Opposer les agent·es ne fait que détourner l'attention des enjeux essentiels que sont les conditions de travail, l'organisation des services et la qualité du service public. Le racisme n'est pas une opinion mais un délit et il doit être traité comme tel. Solidaires RATP continuera de porter ces questions, d'alerter et d'accompagner les agent·es concerné·es afin que ces situations ne soient plus passées sous silence et que des réponses à la hauteur soient enfin apportées.

Au travail et partout, détruisons le système raciste.

LE RACISME SYSTÉMIQUE
EST UNE ARME DES CAPITALISTES.
LE COMBATTRE EST L'AFFAIRE DE TOUTES ET TOUS.

Solidaires
Union syndicale

Retrouvez la vidéo de la campagne *Détruisons le système raciste* réalisée avec les camarades de Solidaires RATP en scannant le QR code ci-dessous



On a aimé, on vous en parle !

lire
écouter
regarder



« Virilités radicales » sur la plateforme Binge Audio

À écouter

« **Virilités radicales** », épisode 136 du podcast *Les Couilles sur la table*

Les Couilles sur la table, podcast créé par Victoire Tuillon et produit par Binge Audio, traite dans ce double épisode des virilités radicales.

La journaliste Tal Madesta y reçoit Sébastien Bourdon, journaliste indépendant et auteur de deux ouvrages sur l'extrême droite dite "radicale", expression consacrée dans les médias que nous ne reprenons pas à notre compte ; cela signifierait qu'il existerait une extrême droite light ou soft, alors que l'on connaît les liens très étroits entre les groupes de rue et les partis institutionnels.

Ces deux épisodes traitent des questions de masculinité et de virilité dans les engagements militants tant du côté de l'extrême droite de rue que de l'antifascisme en évitant l'écueil de renvoyer dos-à-dos deux groupes militant aux pratiques et buts diamétralement opposés.



« Les Ultras de la collaboration » une série de quatre émissions sur France Culture.

À écouter et à regarder

« **Les Ultras de la collaboration** » et « **Les Soldats français du Reich** », du réalisateur Jean Bulot, respectivement sur France Culture et sur Arte.tv.

Jean Bulot nous invite à explorer les parcours de ces « ultras de la collaboration » qui, par antisémitisme et anticommunisme/antibolchévisme viscéral, ont revêtu l'uniforme nazi et combattu sur plusieurs fronts pendant 4 ans, de 1941 à 1945. Si l'on connaît l'histoire du dernier carré des combattants du Reich engagés dans la bataille de Berlin où ils combattent du 24 avril au 2 mai 1945, on connaît moins leur participation à la Shoah par balle menée par les *Einsatzgruppen* à l'arrière du front de l'Est qui commirent près de 1,5 millions d'assassinats.

Ces « ultras de la collaboration » ont également été tout particulièrement actifs sur le territoire de la France occupée, aux côtés des services de police allemands, dans la traque des résistant·es et réfractaires au STO.

Enfin, loin d'être des marginaux à l'extrême de l'extrême, ces militants seront également à l'origine de la reconstruction de l'extrême droite dès le lendemain du conflit mondial et ce n'est pas un hasard si on retrouve en 1972, lors de la création du Front national, l'ancien milicien François Brigneau (1919-2012) ainsi que Pierre Bousquet (1919-1991), ancien de la Waffen-SS au sein de la division Charlemagne.



« Les Soldats français du Reich », un documentaire en deux parties sur Arte.tv.

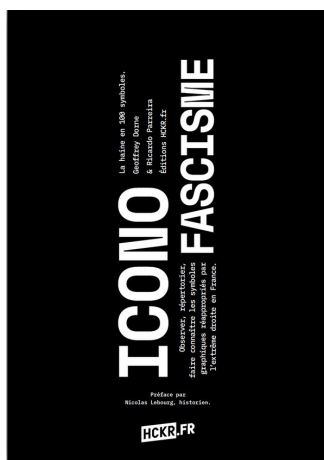
À lire

Iconofascisme, la haine en 100 symboles, édition HCKR, décembre 2025

« Observer, répertorier, faire connaître les symboles graphiques réappropriés par l'extrême droite en France », tel est l'objectif de cet ouvrage qui est le prolongement du projet du site indexextreme.fr lancé par le journaliste Ricardo Parreira.

De façon simple et accessible à tou·tes sont présentés mouvances et symboles d'extrême droite répertoriés par catégories. 100 fiches, ce qui est loin d'être exhaustif mais permet d'être déjà bien outillé·e pour décrypter les affiches, autocs, vidéos et autres *stories* des militant·es d'extrême droite.

Un ouvrage qui deviendra bientôt indispensable pour les « enseignant·es, journalistes, chercheur·euses, militant·es, citoyen·nes qui veulent comprendre ces codes visuels pour mieux les désarmer et renforcer la vigilance antifasciste ». Bref un ouvrage malheureusement indispensable à l'heure où l'on commémore à l'Assemblée nationale un militant néo-nazi.



LES FORMATIONS SOLIDAIRES POUR AGIR SYNDICALEMENT CONTRE L'EXTRÊME DROITE



FORMATIONS A VENIR

Les stages syndicaux sont des outils irremplaçables. Au niveau national, fédéral ou bien local il est essentiel de faire vivre ces temps de formation et de co-construction d'une riposte syndicale contre l'extrême droite et ses méfaits contre le monde du travail.

Lutte syndicale contre l'extrême droite

à Strasbourg (67000) du 3 au 4 juin 2026 (Solidaires Alsace)

Formation de lutte syndicale contre l'extrême droite animée par VISA en partenariat avec la CGT et la FSU 67.

Combattre l'extrême droite en milieu rural

à Mont de Marsan (40000) du 8 au 9 juin 2026 (Solidaires Landes)

Cette formation animée par VISA visera à apporter des arguments pour déconstruire l'imposture du discours du RN en direction des habitant·es des campagnes. Elle sera animée par 2 formateur·ices de VISA, un camarade de la Confédération Paysanne et une sociologue spécialiste de l'étude de la ruralité.

Formation VISA : Combattre les discours et pratiques racistes

à Lyon (69000) du 8 au 9 juin 2026 (Solidaires Rhône)

VISA 69 vous invite à une formation syndicale contre les racismes les 8 et 9 juin prochain à la Bourse du travail de Lyon.

Pour combattre les discours et les pratiques racistes, VISA 69 vous propose une formation intersyndicale de deux jours, pour à la fois mieux comprendre et décortiquer la mécanique raciste au travail et dans la société et trouver des manières de riposter dans le cadre de nos actions syndicales, avec des temps théoriques et des cas pratiques. La formation ne nécessite pas de prérequis particulier.

Agir syndicalement contre tous les racismes

à Paris (75010) du 15 au 17 juin 2026 (Solidaires Île-e-France)

Formation de niveau 1 pour déconstruire les représentations sur le racisme et donner les outils nécessaires pour agir syndicalement contre le racisme.

Agir syndicalement avec VISA contre l'extrême droite

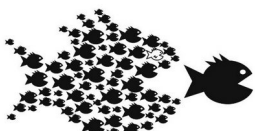
en Maine-et-Loire (49) en septembre et novembre 2026 (CEFI Solidaires Pays de Loire)

En septembre puis en novembre 2026, VISA 49 organise quatre sessions de deux jours de formation à Angers (7/09 et 16/11), Chollet (18/09 et 23/11), Saumur (21/09 et 20/11) et Segré (25/09 et 27/11).

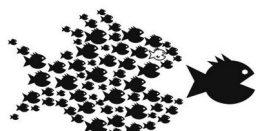
Cette formation permettra aux participant·es de s'outiller afin de pouvoir agir syndicalement sur leurs lieux de travail. Au cours de ces stages les différents modules permettront d'analyser, de comprendre et de démonter les discours d'extrême droite et de contre-argumenter, des ateliers de mise en pratique seront également proposés.

Une présentation sera également faite des ripostes antifascistes organisées localement et régionalement.

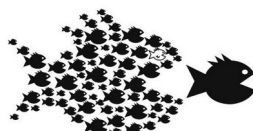
L'ensemble des formations est à retrouver sur le site de Solidaires



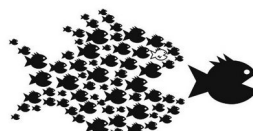
ORGANIZE!



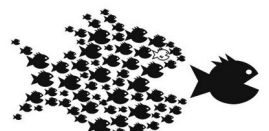
ORGANIZE!



ORGANIZE!



ORGANIZE!



ORGANIZE!